

[www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca)

Institut de la statistique du Québec

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

## ESSIL

Connaître, débattre et  
décider : la contribution  
d'une Enquête  
socioéconomique  
et de santé intégrée  
et longitudinale

Québec 

Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques qui y sont disponibles, s'adresser à :

**Institut de la statistique du Québec**  
**200, chemin Sainte-Foy**  
**Québec (Québec)**  
**G1R 5T4**  
**Téléphone : (418) 691-2401**  
**ou**  
**Téléphone : 1 800 463-4090**  
**(aucuns frais d'appel au Canada et aux États-Unis)**

**Site Web : [www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca)**

Cette publication a été réalisée et produite par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Canada  
Bibliothèque nationale du Québec  
3<sup>e</sup> trimestre 2005  
ISBN 2-550-44973-8 (version imprimée)  
ISBN 2-550-45336-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation expresse de l'Institut de la statistique du Québec.

**Juillet 2005**

# Avant-propos

---

À titre d'organisme responsable de produire des données statistiques répondant aux besoins de connaissance et d'information du gouvernement québécois, des ministères et de la population en général, l'Institut de la statistique du Québec aide à soutenir la prise de décision politique éclairée. En parallèle, il est aussi du devoir de l'Institut de chercher à innover en matière d'enquête statistique de manière à faire face à des changements toujours plus rapides et à des réalités plus diversifiées et complexes que jamais. Notre participation à la réflexion sur la mise en œuvre d'une enquête longitudinale de ménages de longue durée s'inscrit dans cette perspective de développement de nouveaux moyens qui permettront au Québec de se doter d'une enquête répondant à des besoins non comblés.

Un projet d'envergure comme celui de l'*Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* (ESSIL) servira à documenter les trajectoires de vie des individus et des familles. Nous pensons que pour l'État, la nécessité de s'appuyer sur des données qui décrivent ces trajectoires apparaît de plus en plus incontournable à la lumière des changements sociaux, démographiques, économiques et technologiques déjà amorcés ou qui s'annoncent. À titre d'exemple, nous pensons d'emblée à l'impact du vieillissement de la population sur la santé individuelle et collective. Toutefois, nous comprenons désormais que pour prévenir et agir efficacement face à ce genre de changement, il faudra aussi mieux saisir les multiples interactions qu'entretiennent entre eux les sphères de la santé (physique et mentale) de l'éducation, de la famille et du travail.

Quoique l'objectif global de documenter ces trajectoires en prenant compte les interactions entre les principaux domaines de vie des individus

présente des défis considérables, les auteurs du présent rapport nous proposent une vision claire des objectifs spécifiques et des enjeux d'un tel projet. En outre, ils arrivent à circonscrire les grandes orientations thématiques de l'ESSIL et à définir les questions pertinentes à poser, tout en précisant les principes méthodologiques de base qui guideront sa réalisation et qui lui donnent toute sa cohérence.

En s'associant à ce projet novateur et ambitieux, l'ISQ y voit une occasion de s'ouvrir à de nouveaux champs d'expertise tout en consolidant son rôle de leader québécois dans le domaine des enquêtes populationnelles. Par ailleurs, non seulement cette enquête se prête-t-elle bien à une étroite collaboration entre l'ISQ, le gouvernement et ses ministères et les chercheurs, mais ce partenariat apparaît essentiel au succès du projet sur tous les plans. En fait, au-delà des investissements financiers que cela requiert, la viabilité et l'utilité de l'enquête seront assurées par les efforts continus et à long terme de la part de chacun des partenaires. Cela garantira notamment que les renseignements collectés concordent avec les besoins d'information de l'état, que le caractère intégré de l'enquête soit respecté, que les chercheurs participeront en grand nombre à l'analyse des données, alors qu'en retour, l'enquête fournira un environnement fécond pour la formation de nouveaux scientifiques.

Finalement, il me faut conclure en remerciant Paul Bernard et son équipe interdisciplinaire de collaborateurs pour la qualité et la pertinence du travail réalisé. Ce rapport est le fruit d'une réflexion poussée sur les questions contemporaines de notre société et sur les méthodes d'enquêtes permettant de mieux les comprendre. Maître de cette entreprise, Paul Bernard fait figure de visionnaire, car si le modèle d'enquête qui en émane pour l'ESSIL est inspiré d'enquêtes longitudinales menées ailleurs

dans le monde, il n'en demeure pas moins un véhicule original à bien des égards et adapté aux besoins du Québec. L'Institut est fier d'avoir fait un apport méthodologique et pratique significatif à ce projet très porteur.

Le directeur général,

Yvon Fortin

*Toutes les publications de l'Institut de la statistique du Québec sont réalisées dans l'esprit des valeurs de gestion de l'organisme, dont la première énonce que « l'objectivité, la neutralité politique, l'impartialité, l'intégrité et le respect de la confidentialité des renseignements détenus constituent des valeurs fondamentales »*

**Cette publication a été réalisée sous la direction de :**

Paul Bernard, Département de sociologie, Université de Montréal

**Avec l'appui des membres du comité scientifique (en ordre alphabétique)<sup>1</sup> :**

Sylvain Bourdon, collectif de recherche sur les occupations (CRO), Université de Sherbrooke

Johanne Charbonneau, INRS Urbanisation, Culture et Société

Robert Courtemanche, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Institut de la statistique du Québec

Aline Drapeau, Département de psychiatrie, Hôpital de Montréal pour enfants

Denise Helly, INRS Urbanisation, Culture et Société

Pierre Lefebvre, Département des sciences économiques, Université du Québec à Montréal

Michael Lemay, Département de sociologie, Université de Montréal

Michael Ornstein, Sociology Department, York University

Ginette Paquet, Institut national de santé publique du Québec

**Et la collaboration de (en ordre alphabétique) :**

Rachel Bélisle, collectif de recherche sur les occupations (CRO), Université de Sherbrooke

Jean-François Boivin, Département d'épidémiologie et biostatistique, Université McGill, Unité de recherche en épidémiologie, Hôpital juif de Montréal

Jean-Michel Cousineau, École de relations industrielles, Université de Montréal

Marie Mazalto, Département de sociologie, Université de Montréal

Nathalie Plante, Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales, Institut de la statistique du Québec

Normand Poulet, École de relations industrielles, Université de Montréal

Cécile Rousseau, Département de psychiatrie, Hôpital de Montréal pour enfants, Département de psychiatrie transculturelle, Université McGill

Benoît Tellier, Institut national de santé publique du Québec

Martin Turcotte, INRS Urbanisation, Culture et Société

**Avec l'assistance technique de :**

Lucie Desroches, Direction Santé Québec, ISQ, à la mise en page

France Lozeau, Direction Santé Québec, ISQ, à la mise en page

Nicole Descroisselles, Direction de l'édition et des communications, ISQ, à la révision linguistique

**La coordination du projet à l'ISQ est assurée par :**

Carl Drouin, Direction Santé Québec, ISQ

**Les travaux pour la réalisation de ce rapport ont été entièrement subventionnés par l'Institut de la statistique du Québec.**

---

1. L'affiliation des personnes est celle existant au moment de leur participation aux travaux.

**Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :**

Direction Santé Québec  
Institut de la statistique du Québec  
1200, avenue McGill College, 5<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 4J8  
Téléphone : (514) 873-4749  
Télécopieur : (514) 864-9919

ou

Téléphone : 1 877 677-2087  
(aucuns frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : [www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca)

**Citation suggérée pour le rapport :**

BERNARD, Paul, et collaborateurs (2005). *Connaître, débattre et décider : la contribution d'une Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* (ESSIL), Québec, Institut de la statistique du Québec, 468 p.

**Citation suggérée pour un chapitre :**

PAQUET, Ginette, et Benoît TELLIER (2005). « La santé physique », dans : *Connaître, débattre et décider : la contribution d'une Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* (ESSIL), Québec, Institut de la statistique du Québec, chapitre 1, p. 37-87.

# Remerciements

---

L'élaboration du projet d'*Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* (ESSIL) s'est faite dans une collaboration qu'on pourrait qualifier d'exemplaire. Déjà Santé Québec, faisant maintenant partie de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), avait grandement favorisé un rapprochement entre les organismes publics et les milieux de la recherche universitaire à l'occasion de ses enquêtes transversales; c'est sur cette lancée que notre effort s'est poursuivi. J'en remercie très profondément Yvon Fortin, le directeur général de l'ISQ, qui a tout de suite vu le grand intérêt de créer une ambitieuse enquête généraliste du type panel des ménages et qui a vigoureusement soutenu nos efforts, sans jamais douter, au cours des trois années d'élaboration du projet. Nous avons également profité de l'appui, de la vaste expérience et des sages conseils de Daniel Tremblay, directeur de la Direction Santé Québec.

L'équipe qui a élaboré la substance de l'enquête était composée d'universitaires audacieux, à la fois très compétents chacun dans leur domaine et assez généreux pour se prêter à un effort, enthousiasmant mais toujours difficile, d'échanges interdisciplinaires. Il s'agit de Sylvain Bourdon, de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, responsable des questions d'éducation, et de sa collaboratrice, Rachel Bélisle; de Johanne Charbonneau, de l'INRS Urbanisation, Culture et Société, responsable des questions de famille et de réseaux sociaux, et de son collaborateur, Martin Turcotte; d'Aline Drapeau, du Centre de recherche Fernand-Séguin, responsable des questions de santé mentale, qui a également mis à contribution ses collègues de l'Université McGill, Cécile Rousseau et Jean-François Boivin; de Denise Helly, de l'INRS Urbanisation, Culture et Société, responsable des questions d'usage du temps, et de sa collaboratrice, Marie Mazalto; de Ginette Paquet, de l'Institut national de santé publique du Québec,

responsable des questions de santé physique, et de son collaborateur, Benoît Tellier; et enfin de Pierre Lefebvre, du Département des sciences économiques de l'UQAM, responsable des questions de travail et de revenu, et de son collaborateur, Ugo Ceppi. J'ai pour ma part été assisté, avec la plus haute compétence et un dévouement de tous les instants, par Michael Lemay, du Département de sociologie de l'Université de Montréal, pour la coordination générale du projet, et en particulier pour la préparation d'une version préliminaire de l'instrument de recherche et d'un chapitre sur la précarité d'emploi. Diane Bélanger, de l'Université de Montréal, a assuré avec une patience et une compétence exemplaires l'administration du projet, tout en accomplissant diverses recherches et préparations de fichiers qui relevaient de sa compétence en sciences de l'information.

Nous avons préparé ce projet en étroite collaboration avec l'ISQ. C'est Carl Drouin, de la Direction Santé Québec, qui en a assuré le suivi régulier et qui a aplani les difficultés inévitablement suscitées par la rencontre de cultures organisationnelles différentes. Il s'est acquitté de cette tâche avec une vive intelligence, une volonté marquée de faire avancer les choses, une rigueur professionnelle exemplaire; sans son apport exceptionnel, sans son calme à la barre, l'élaboration de ce projet aurait pu tourner au cauchemar, ou du moins être beaucoup moins agréable qu'elle ne l'a été pour toutes les parties impliquées. Jasline Florès, qui l'a remplacé durant un certain temps, a démontré le même enthousiasme face à la tâche. Enfin, Jacques S. Roy a fait bénéficier le projet de sa grande expérience du démarchage et de son vaste réseau de relations dans la fonction publique québécoise.

La conception de la méthodologie d'échantillonnage n'a pas été une mince affaire, et notre équipe y est revenue à de nombreuses reprises. Nous avons heureusement pu bénéficier de la compétence et de

la grande expérience de Robert Courtemanche, de même que de celles de Nathalie Plante, de la Direction de la méthodologie, de la démographie et des enquêtes spéciales de l'ISQ. Patients avec les non-statisticiens que nous sommes, à l'écoute de nos objectifs et de nos besoins, ils chiffrèrent avec patience nos divers scénarios et nous proposaient des stratégies efficaces pour arriver à nos fins. On peut difficilement rêver de meilleurs collaborateurs spécialisés en statistiques.

Nous avons grandement profité de la généreuse collaboration de plusieurs autres chercheurs. Michael Ornstein, directeur de l'Institute for Social Research et professeur de sociologie à York University, nous a grandement aidés à mettre au point des stratégies échantillonales qui répondent vraiment aux exigences conceptuelles de notre projet d'enquête. Normand Poulet et Jean-Michel Cousineau, de l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, ont contribué au chapitre sur la retraite. Greg Duncan, de l'Institute for Policy Research de Northwestern University et ancien directeur du Panel Study of Income Dynamics, a joué auprès de nous, par ses judicieux conseils et ses efficaces interventions, le rôle de parrain, rôle pour lequel il a été sollicité dans de nombreux projets similaires à l'étranger. Robert Erikson, du Swedish Council for Working Life and Social Research, a soutenu notre enthousiasme au début du projet en venant nous parler de l'expérience suédoise. André-Pierre Contandriopoulos, du Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, Bernard Fortin, du Département de sciences économiques de l'Université Laval, Michel Bernier, du Secrétariat à la jeunesse du gouvernement du Québec, et Johanne Boisjoly, du Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski, ont également contribué à diverses phases du projet.

La collaboration avec Michel Vézina, du Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval, s'est d'abord présentée à nous

sous forme de défi. Les circonstances nous conduisaient à devoir intégrer notre projet d'enquête avec celui que ce dernier proposait à l'ISQ concernant la santé au travail et intitulé EQSTREME. Toutefois, des discussions avec Michel, de même qu'avec ses collaborateurs externes et son astucieux collaborateur interne à l'ISQ, Éric Fortin, nous ont vite mutuellement convaincus de l'intérêt profond d'une telle intégration.

Enfin, nous avons joui d'une collaboration exceptionnelle de la part de plusieurs ministères québécois avec qui nous avons discuté du projet d'enquête de façon répétée au cours de son élaboration : Emploi et Solidarité sociale, Enfance et Famille, Éducation, Santé, Immigration, Finances et Conseil du trésor. Ces administrations, qui travaillent sous la pression du court terme et qui ont à gérer des dossiers précis dans les diverses sphères de l'État, ont accepté d'examiner un projet qui tient bien plus du moyen et long termes, et de l'horizontal ou de l'intersectoriel. Elles l'ont fait parce qu'elles avaient déjà réalisé l'intérêt d'une perspective de parcours de vie; mais soulignons tout de même la grande ouverture d'esprit dont elles ont fait preuve. Il est difficile de dire ce que l'avenir réserve à ce projet d'enquête, mais, chose certaine, s'il devait voir le jour, tous ceux qui ont collaboré au projet, à l'ISQ, dans les ministères et parmi les universitaires, reprendraient avec plaisir le dialogue pour doter le Québec d'un instrument innovateur sur le plan scientifique, susceptible d'éclairer l'élaboration, la discussion, l'implantation et l'évaluation des politiques publiques, et favorisant de très fructueuses collaborations.

**Paul Bernard**

Professeur de sociologie à l'Université de Montréal  
et leader du projet ESSIL

# Table des matières

---

<b>Avant-propos</b> .....	<b>3</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>7</b>
<b>Liste des sigles et acronymes</b> .....	<b>15</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>17</b>
Le développement social et le défi de la société du savoir .....	18
Le développement social et le défi de la pauvreté et de l'exclusion.....	20
Le développement social et les trajectoires des individus.....	22
Travail et famille .....	24
Travail et santé.....	24
Travail et éducation.....	25
Éducation et famille.....	25
Famille et santé.....	25
Éducation et santé.....	26
Les interactions entre l'ensemble des quatre composantes.....	26
Créer un système de production de connaissances innovateur.....	27
Un panel de ménages longitudinal, intégré et multiniveaux.....	28
Une enquête flexible et comparable.....	30
Plan du rapport .....	31
Conclusion .....	32
Bibliographie .....	33

## **SECTION 1 • LES THÈMES PROPOSÉS POUR L'ESSIL**

---

<b>Chapitre 1 • Santé physique</b> .....	<b>37</b>
Introduction .....	37
1.1 La santé dans les pays industrialisés .....	38
1.1.1 Le chemin parcouru .....	38
1.1.2 Le chemin à parcourir .....	39
1.2 Ce que nous apprennent les grandes enquêtes de population sur les déterminants sociaux de la santé .....	41
1.2.1 À l'échelle internationale .....	41
1.2.2 La connaissance sur les inégalités sociales de santé au Canada .....	46
1.2.3 La connaissance sur les inégalités sociales de santé au Québec .....	48
1.3 Ce que nous apprennent les grandes enquêtes de population sur les facteurs médiateurs.....	49
1.3.1 Les habitudes de vie liées à la santé .....	49
1.3.2 L'importance de la petite enfance .....	51
1.3.3 Le rôle des facteurs psychosociaux.....	54
1.3.4 La santé et les relations sociales .....	57

1.4 Indicateurs proposés pour l'ESSIL.....	62
1.4.1 Des indicateurs du statut socioéconomique.....	62
1.4.2 Des indicateurs sanitaires (santé, maladies, accidents, limitations et incapacités, utilisation des services de santé).....	63
1.4.3 Quelques indicateurs concernant les mécanismes médiateurs .....	74
1.5 Conclusion : l'ESSIL et les politiques publiques ou l'antidote aux anecdotes des médias.....	79
Bibliographie .....	81
<b>Chapitre 2 • Mesure de la santé mentale dans une enquête longitudinale populationnelle .....</b>	<b>89</b>
Introduction .....	89
2.1 Définition de la santé mentale.....	90
2.1.1 L'axe négatif : les troubles mentaux et la détresse émotionnelle .....	91
2.1.2 L'axe positif : le bien-être psychologique .....	92
2.2 Indicateurs de santé mentale.....	93
2.2.1 La source des données.....	94
2.2.2 La validité des estimations.....	95
2.3 Facteurs associés à la santé mentale.....	100
2.3.1 Les facteurs démographiques.....	100
2.3.2 Les facteurs sociaux .....	102
2.3.3 Les autres facteurs .....	106
2.4 Avenues de recherche ouvertes par l'ESSIL .....	107
2.4.1 Le stress et la santé mentale : ses bons et ses mauvais côtés.....	107
2.4.2 L'idéation suicidaire : contexte et conséquences psychosociaux.....	107
2.4.3 Les services en santé mentale : sont-ils sous-utilisés?.....	108
2.4.4 La dépendance à l'alcool, à la drogue et au jeu : similitudes et divergences.....	108
2.4.5 Les rôles sociaux et la différence hommes/ femmes en santé mentale .....	108
2.4.6 Le mal-être des jeunes et le bien-être des personnes âgées .....	109
2.4.7 La santé mentale et les facteurs sociaux : cause ou effet?.....	109
2.5 Proposition .....	110
2.5.1 La mesure de l'axe négatif de la santé mentale.....	111
2.5.2 La mesure de l'axe positif de la santé mentale .....	114
2.6 Conclusion .....	115
Bibliographie .....	117
<b>Chapitre 3 • Famille québécoise au XXI<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>121</b>
Introduction .....	121
3.1 La famille dans l'ESSIL.....	123
3.2 La dynamique familiale .....	124
3.2.1 La thématique 1 : les relations conjugales et la vie domestique .....	124
3.2.2 La thématique 2 : les déterminants des ruptures conjugales et/ou divorces.....	130
3.2.3 La thématique 3 : la violence conjugale .....	138
3.2.4 La thématique 4 : les déterminants de la fécondité.....	140

3.3	La famille et les événements familiaux comme facteurs explicatifs ou variables intermédiaires.....	143
3.3.1	La thématique 5 : la famille et les enfants.....	143
3.3.2	La thématique 6 : la famille et la santé.....	149
3.4	Conclusion.....	159
	Bibliographie.....	161
	<b>Chapitre 4 • Réseaux sociaux.....</b>	<b>173</b>
4.1	Pourquoi considérer le réseau social?.....	173
4.1.1	Le réseau social et la santé.....	174
4.1.2	Le réseau social et le travail.....	177
4.1.3	Le réseau social et le capital social.....	178
4.1.4	Les caractéristiques fondamentales des réseaux sociaux et de soutien.....	179
4.1.5	Le réseau dans le cycle de vie.....	180
4.2	Les enquêtes actuelles sur les réseaux sociaux.....	180
4.2.1	Les méthodes génératrices de noms.....	181
4.2.2	Qualifier les membres du réseau.....	184
4.2.3	Les enquêtes qualitatives sur les réseaux sociaux.....	184
4.3	Les enquêtes longitudinales et les réseaux sociaux.....	188
4.3.1	Les générateurs de noms dans les enquêtes longitudinales.....	188
4.3.2	Les limites des méthodes adoptées dans les études longitudinales actuelles.....	189
4.3.3	Les autres thèmes relatifs aux réseaux.....	190
4.4	La proposition pour l'ESSIL.....	191
4.4.1	L'isolement et la sociabilité.....	192
4.4.2	Le soutien instrumental.....	194
4.4.3	Les habiletés relationnelles.....	196
4.4.4	Le capital social et la participation civique.....	196
4.5	Conclusion.....	197
	Bibliographie.....	199
	<b>Chapitre 5 • Suivre les activités éducatives tout au long de la vie.....</b>	<b>207</b>
5.1	Introduction – Prendre appui sur le caractère longitudinal de l'ESSIL pour suivre les activités éducatives tout au long de la vie.....	207
5.2	L'éducation tout au long de la vie.....	208
5.2.1	Une vision multidimensionnelle de l'éducation.....	208
5.2.2	Un principe pour fonder les réformes du début du 21 <sup>e</sup> siècle.....	210
5.2.3	Décortiquer la notion d'éducation tout au long de la vie.....	212
5.3	Quelques questions de politiques publiques.....	222
5.3.1	Développement de la petite enfance.....	223
5.3.2	Persévérance et réussite scolaire.....	223
5.3.3	Alphabétisme de la population et pratique de la lecture et de l'écriture.....	224
5.3.4	Insertion professionnelle.....	226
5.3.5	Formation des adultes et de la main-d'œuvre.....	227
5.4	Les indicateurs proposés et les questions retenues.....	227
5.4.1	Principes de sélection et de formulation.....	227
5.4.2	Les indicateurs selon les grands domaines.....	229
	Bibliographie.....	247

**Chapitre 6 • Mesurer et comprendre l'origine et les impacts de la précarité du travail .....253**

Introduction .....	253
6.1 La définition de la précarité.....	254
6.1.1 Les définitions formelles de la précarité.....	254
6.1.2 Les définitions réelles de la précarité.....	255
6.1.3 Une définition relationnelle de la précarité du travail.....	255
6.2 L'analyse longitudinale des trajectoires professionnelles.....	257
6.2.1 Les deux approches de l'analyse de trajectoires professionnelles .....	257
6.2.2 L'analyse de survie .....	258
6.3 L'étude intégrée des trajectoires professionnelles .....	261
6.3.1 Précarité et cycle de vie.....	261
6.3.2 Cinq illustrations.....	262
6.4 La mesure de la précarité dans l'ESSIL.....	267
6.4.1 La mesure de la dimension stabilité.....	267
6.4.2 La mesure de la dimension qualité .....	268
6.4.3 L'interface avec les autres thèmes de l'enquête .....	269
6.5 Un outil au service des politiques publiques .....	269
Bibliographie .....	273

**Chapitre 7 • L'analyse de la retraite dans une enquête longitudinale intégrée.....275**

Introduction .....	275
7.1 Les définitions de la retraite .....	276
7.2 Les facteurs influant sur la décision de se retirer du marché du travail et leurs conséquences.....	277
7.2.1 Les facteurs macroéconomiques .....	277
7.2.2 Les considérations financières et les politiques des employeurs et de l'État .....	277
7.2.3 Les facteurs de nature individuelle ou relevant de la sphère privée.....	280
7.3 Avenues de recherche .....	281
7.4 Utilité dans l'élaboration des politiques publiques.....	282
Bibliographie .....	285

**Chapitre 8 • L'usage du temps .....287**

8.1 Les enjeux sociaux de l'usage du temps .....	287
8.2 Pourquoi étudier l'usage du temps? .....	292
8.2.1 Le manque de temps .....	292
8.2.2 Bref historique des études sur l'usage du temps .....	294
8.2.3 Les applications des études sur l'usage du temps.....	295
8.3 Les différents domaines d'activité et les temps sociaux .....	296
8.3.1 Travail rémunéré.....	297
8.3.2 Travail non rémunéré.....	301
8.3.3 Loisirs .....	305

8.4 Les méthodes de mesure .....	306
8.4.1 Les mesures quantitatives .....	306
8.4.2 Forces et limites des mesures quantitatives .....	309
8.4.3 La mesure du temps subjectif .....	311
8.5 Une proposition de module de questions sur la mesure du temps dans l'ESSIL .....	315
Bibliographie .....	317

## **SECTION II • MÉTHODES D'ENQUÊTE**

---

### **Chapitre 9 • Méthodologie de l'enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale... 323**

9.1 Rappel des objectifs de l'ESSIL .....	323
9.2 Principes directeurs du plan d'échantillonnage .....	324
9.2.1 Le type d'échantillon longitudinal retenu .....	324
9.2.2 Règles de suivi des membres de l'échantillon .....	326
9.2.3 Le rôle joué par la famille dans le renouvellement de l'échantillon .....	327
9.2.4 L'obtention de renseignements sur des tierces personnes par le biais du répondant .....	328
9.2.5 La rotation des thèmes sur plusieurs vagues .....	329
9.3 L'option méthodologique retenue .....	329
9.4 Présentation détaillée de l'option méthodologique retenue .....	333
9.4.1 La base et le plan de sondage .....	333
9.5 Taille de l'échantillon .....	334
9.6 Enquête pilote longitudinale .....	336
Bibliographie .....	337

### **Chapitre 10 • Déroulement et structure de la collecte de données ..... 339**

Introduction .....	339
10.1 Principales caractéristiques de la méthode de collecte proposée .....	339
10.1.1 Des données selon trois univers .....	339
10.1.2 La rotation des thèmes dans le temps .....	340
10.1.3 Un tronc commun .....	340
10.1.4 La reconstitution séquentielle des événements .....	340
10.1.5 Des entrevues personnalisées .....	342
10.2 Structure de l'entrevue et questionnaires .....	342
10.2.1 L'administration de l'entrevue de la vague 1 .....	342
10.2.2 Le questionnaire destiné au ménage .....	343
10.2.3 Le questionnaire destiné au répondant primaire .....	343
10.2.4 Les questionnaires événementiels .....	345
10.2.5 Les questionnaires par procuration .....	346
10.2.6 Le module quadriennal .....	347
10.2.7 Le questionnaire sur les revenus .....	347
10.2.8 Le questionnaire autoadministré (QAA) .....	349
10.3 Entrevue de la vague 2 .....	349
10.4 Conventions utilisées dans le questionnaire .....	350
Bibliographie .....	351

## Liste des annexes

Annexe 1-A	Échelles de statut socioéconomique subjectif
Annexe 1-B	Maux et maladies
Annexe 1-C	Maux et maladies dans l'ESSIL
Annexe 1-D	Accidents dans l'ESSIL
Annexe 1-E	Alitement dans l'ESSIL
Annexe 1-F	Incapacités et limitations d'activités
Annexe 1-G	Coûts de santé
Annexe 1-H	Activités physiques de loisir dans l'ESSIL
Annexe 1-I	Insécurité alimentaire
Annexe 1-J	Indicateurs psychosociaux
Annexe 1-K	Cohésion sociale
Annexe 2-A	Mesure de la santé mentale dans le questionnaire administré par l'intervieweur
Annexe 2-B	Mesure de la santé mentale dans le questionnaire autoadministré
Annexe 2-C	Mesure de la santé mentale des membres de la famille et du ménage
Annexe 2-D	Mesure des facteurs associés à la santé mentale
Annexe 3-A	Indicateurs retenus pour l'ESSIL – volet sur « la famille »
Annexe 4-A	Indicateurs retenus pour l'ESSIL – volet sur « les réseaux sociaux »
Annexe 5-A	Tableau synthèse – indicateurs retenus pour les adultes (directement et par procuration)
Annexe 5-B	Tableau synthèse – indicateurs retenus pour le patrimoine éducatif (rétrospectif, vague 4)
Annexe 5-C	Tableau synthèse – indicateurs retenus pour les enfants (moins de 16 ans, procuration)
Annexe 8-A	Résultats de l'ESG 1998 concernant le temps et la satisfaction
Annexe 8-B	Importance de l'apprentissage non structuré (RCRPP bulletin, 19 avril 2002)
Annexe 8-C	Mesure du temps : avantages et limites selon les méthodes
Annexe 8-D	Les mesures du temps actuellement incluses dans l'ESSIL et l'EQSTREME
Annexe 9-A	Résumé du plan d'échantillonnage
Annexe 10-A	Questionnaire destiné au ménage (vague 1)
Annexe 10-B	Questionnaire destiné au répondant primaire (vague 1)
Annexe 10-C	Plan de l'entrevue – vagues 1 et 2
Annexe 10-D	Approche du BHPS concernant l'historique des activités
Annexe 10-E	Générateur de noms

# Liste des sigles et acronymes

---

BHPS	British Households Panel Survey – Grande-Bretagne
CES-D	Center for Epidemiologic research – Depression Scale
CIDI	Composite international diagnostic interview
CIM-9	Classification internationale des maladies – 9 <sup>e</sup> édition
DIS	Diagnostic interview schedule
DSM-IV	Diagnostic symptoms manual – Fourth version
ECA	Epidemiologic catchments area surveys – USA
ECC	Enquête auprès des communautés culturelles – Québec
ÉEFA	Enquête sur l'éducation et la formation des adultes, Statistique Canada
EIAA	Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, Statistique Canada
EJET	Enquête canadienne longitudinale auprès des jeunes en transition, Statistique Canada
ÉLDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, Institut de la statistique du Québec
ENSP	Enquête nationale sur la santé de la population – Canada
EPCQ	Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, Ministère de la Culture et des Communications
EQSTREME	Enquête québécoise sur la santé des travailleurs et des travailleuses et leurs milieux d'emploi
ESCC	Enquête sur la santé auprès des collectivités canadiennes – Canada
ESCC-1.2	ESCC vague 1.2 consacrée à la santé mentale
ESSIL	Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale
ESSQ	Enquête sociale et de santé – Québec
GHQ	General Health questionnaire
GSOEP	German Socio-Economic Panel (Living in Germany)
HILDA	Household, Income and Labour Dynamics in Australia Survey
LSAY	Longitudinal Surveys of American Youth
NALL	New Approaches to Lifelong Learning, Ontario Institute for the Study of Education (OISE), Université de Toronto
NCDS	National Child Development Study
NCS	National comorbidity study – USA
NEMESIS	Netherlands Mental Health Survey and Incidence Study – Pays-Bas
NHES – AEI	National Household Education Surveys Program - Adult Education Interview, National Center for Education Statistics, États-Unis
NHES – BAS	National Household Education Surveys Program – Before and After School
NLSAH	National Longitudinal Survey of Adolescent Health
NSMHW	National survey of mental health and well-being – Australie
NSPM	National survey of psychiatric morbidity – Grande-Bretagne
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PGPS	Pathological gambling prevalence survey – Suède
PSBH	Panel study of Belgian households – Belgique
PSID	Panel study of income dynamics – USA
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
SCL-25	Symptom checklist – Version 25 items
USA	United States of America



# Introduction

**Paul Bernard**  
Département de sociologie  
Université de Montréal

---

Le Québec, comme toutes les sociétés avancées, doit faire face à des défis croissants en ce début de 21<sup>e</sup> siècle. Il doit trouver sa place dans une économie mondiale où la productivité est la clé de la compétitivité et de l'emploi, et où la technologie transforme les métiers et les rapports sociaux. Il a la responsabilité d'augmenter l'efficacité de ses politiques et d'assurer l'équilibre de ses dépenses publiques, alors même que le maintien de la santé n'a jamais été aussi dispendieux, que la croissance démographique stagne et que la population vieillit à un rythme accéléré, que la scolarisation poussée est de plus en plus indispensable, que les écarts de revenus engendrés par le marché du travail vont croissant, que les unions conjugales deviennent plus instables.

Pour parvenir à relever ces défis, le Québec doit assurer une interaction fructueuse entre développement économique et développement social; à cette fin, il doit permettre à chaque individu de développer ses potentiels, en créant les conditions nécessaires au maintien de sa santé, à son accès aux connaissances, à sa sécurité économique et au développement de relations sociales riches et rassurantes. Ce sont là des défis considérables pour les personnes appelées à prendre les décisions concernant les politiques publiques et pour toutes celles qui prennent part aux débats démocratiques à leur sujet.

La conception et la mise en œuvre de ces politiques exigent des connaissances empiriques de plus en plus poussées sur les conditions sociales de la population et leurs transformations. Les pratiques de terrain jouent certes un rôle important à cet égard, tout comme les enquêtes spécialisées, souvent transversales, qui visent à comprendre, dans chaque cas, une situation et une population spécifiques. Toutefois, la recherche orientée vers les politiques publiques se tourne de plus

en plus vers l'analyse de données complexes, longitudinales et intégrées, qui permettent de comprendre la trajectoire des individus et des familles, de même que l'interdépendance entre les divers aspects de leur vie : santé, éducation, travail, revenu, vie familiale et sociale, et ainsi de suite. Dans cette perspective, nous proposons ici que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) construise, comme cela s'est fait dans beaucoup d'autres sociétés avancées, une vaste enquête qui permette un tel suivi, l'*Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* (ESSIL).

Paradoxalement, c'est seulement au terme d'une longue et complexe démarche méthodologique que les spécialistes de sciences sociales sont parvenus à mettre au point des méthodes de collecte et d'analyse des données qui reproduisent correctement les caractéristiques réelles de la trajectoire des individus. Ces caractéristiques, les individus en sont immédiatement conscients et ils en tiennent compte dans leurs actions, les plus banales ou les plus importantes. Nous sommes tous conscients de vivre dans la durée : nous sommes le produit de notre passé et nos projets nous lancent vers l'avenir, dans des circonstances qui à la fois nous contraignent et nous offrent des possibilités. De la même façon, nous savons bien que nous appartenons à plusieurs sphères, où nous sommes – souvent à la fois – des travailleurs, des étudiants, des soutiens de famille et des parents, des soignants ou des malades, des amis, des voisins, des bénévoles, etc. Et d'ailleurs, un changement marqué de l'un de ces aspects de notre vie ou de celle de nos proches peut bouleverser les autres aspects.

De plus, de tels changements se multiplient, induits par les transformations démographiques, technologiques, économiques; et les connaissances, qui deviennent de plus en plus changeantes, abondantes et complexes, sont indispensables pour le travail, pour le maintien de la santé, pour l'éducation des enfants, pour la prise de multiples décisions individuelles et familiales. Seule une enquête comme l'ESSIL pourra fournir aux chercheurs universitaires, à ceux du secteur public et des ONG, aux décideurs et à tous ceux que ces questions intéressent les moyens de produire une connaissance de pointe, permettant d'asseoir sur des bases empiriques solides les efforts de concertation des actions de l'État et de les orienter vers le moyen et le long termes.

Nous illustrerons sommairement, dans cette introduction, l'apport et les caractéristiques d'une telle enquête. Nous examinerons tout d'abord l'éclairage qu'elle peut apporter sur deux questions importantes et en apparence opposées : le défi de la société du savoir et celui de l'exclusion sociale, qui tous deux renvoient à une même dynamique de développement social. Nous systématiserons ensuite cette réflexion en montrant comment les divers enjeux des politiques publiques doivent être abordés dans une perspective horizontale ou intersectorielle, de moyen et de long termes. Nous indiquerons par la suite le parti qu'on peut tirer à cet égard de l'ESSIL à cause de ses caractéristiques méthodologiques essentielles, dont nous n'avons l'équivalent ni au Québec ni au Canada : il s'agira d'un panel de ménages longitudinal, intégré, multiniveaux, comparable et flexible. Nous présenterons enfin le plan du présent rapport.

## **Le développement social et le défi de la société du savoir**

Les États des sociétés avancées et les opinions publiques conviennent de plus en plus que le *développement économique* doit s'accompagner d'un

*développement social*, afin de permettre un véritable développement humain. Il ne s'agit pas seulement d'équilibrer ces deux dynamiques et de mieux contrôler les conséquences sociales problématiques des changements économiques provoqués par les innovations technologiques et par la mondialisation. Il faut aller au-delà de ces considérations et prendre en compte la profonde interdépendance entre tous ces aspects du développement.

Les individus et les familles sont en effet de plus en plus confrontés à une société du savoir, où les comportements, économiques bien sûr mais aussi scolaires, de santé, culturels, politiques, etc. devront prendre en compte une quantité toujours croissante d'informations complexes et changeantes. L'attention se porte désormais sur la performance, la flexibilité, la réactivité et l'adaptabilité; on ne privilégie plus l'énonciation de règles simples et durables, mais plutôt la poursuite d'objectifs larges par la coordination entre acteurs privés et publics. Les individus qui prendront des initiatives devront en avoir acquis l'habitude et pouvoir développer leurs potentiels, notamment en ayant recours à des réseaux et à des formes de coopération qui, plus que jamais, permettront l'acquisition et la validation de l'information requise dans l'action.

Selon Brown et Lauder (2001), les sociétés qui réussiront le mieux leur développement seront celles qui auront su créer et mobiliser ce qu'ils appellent *l'intelligence collective*. Intelligence qui n'est pas l'affaire de quelques génies capables de résoudre des énigmes très spécifiques, mais qui renvoie plutôt au potentiel de tous et à l'ensemble des manifestations de l'aptitude à résoudre des problèmes multidimensionnels et à relever des défis. Et surtout, l'intelligence collective prend acte de la complémentarité des compétences et de la coopération maintenant indispensables à la résolution de tels problèmes. Qualité, initiative, innovation et flexibilité : ces maîtres mots de l'économie nouvelle renvoient donc directement au développement

social et à l'essor des potentiels des individus, soutenus par une vie collective active, à laquelle contribuent justement ces individus.

En conséquence, la perspective que nous esquissons ici est centrée sur les ressources. L'accès à ces ressources est une question politique que les sociétés avancées traitent de diverses façons. Esping-Andersen (1990, 1999, 2000) distingue, à cet égard, trois principaux types de régimes de sécurité sociale, qui articulent fort différemment les contributions du marché, de l'État et de la société civile (les familles, les réseaux, le tiers secteur) à la vie des individus. Dans les régimes libéraux (surtout dans les pays anglo-saxons), les marchés du travail et de la consommation tiennent la place principale et chacun y satisfait ses *besoins* dans la mesure de ses capacités et de ses efforts; la sécurité sociale est un filet de sécurité minimal et ne doit surtout pas constituer un désincitatif au travail. Dans les régimes conservateurs (par exemple en Allemagne et dans plusieurs autres pays d'Europe continentale), des réseaux de solidarité sociale s'édifient sur la base des familles et des groupes professionnels, réseaux qui prennent en charge, au fur et à mesure qu'ils se manifestent, les *risques* comme le chômage ou la maladie. Ils visent à rétablir les individus, au sortir de ces crises, dans leur situation de départ (d'où l'étiquette de conservateurs). Dans les régimes sociaux-démocrates (pays scandinaves principalement, mais on en retrouve certains traits au Québec), l'État joue un rôle plus important et cherche à atténuer les inégalités sans cesse renforcées par le marché. La notion centrale ici n'est plus celle du besoin ou du risque, mais celle des *ressources* : il s'agit de fournir aux individus tous les moyens nécessaires pour faire face aux défis et problèmes auxquels ils sont confrontés, et pour développer leurs potentiels.

Dans la perspective des ressources, l'attention est moins portée sur la situation présente des individus que sur leur possibilité de changer la situation dans laquelle ils se trouvent et d'accéder à une autre situation.

Toutefois, cela n'est pas qu'une affaire individuelle, qu'une question de liberté et d'indépendance par rapport aux contraintes. Il est aussi question de responsabilités : les ressources des individus leur permettent non seulement d'accroître leur propre potentiel, mais aussi de contribuer de manière autonome à la vie sociale et d'accroître ainsi le potentiel des autres. L'efficacité et la compétence sociale servent à la fois les individus eux-mêmes et l'univers familial et social au sein duquel ils évoluent.

Cette perspective donne priorité à trois ressources considérées comme indispensables pour que les individus puissent se construire une vie pleinement humaine (nous reprenons ici le point de vue du philosophe Amartya Sen, Prix Nobel d'économie, point de vue qui s'incarne par exemple dans l'indicateur du développement humain des Nations Unies). Les individus doivent jouir de l'énergie que procure une bonne *santé*, d'une *sécurité économique* de base qui leur permette de satisfaire leurs besoins essentiels, ainsi que de la capacité d'acquérir, par l'accès à l'éducation sous toutes ses formes, les *connaissances* requises pour exercer un contrôle sur leur destinée individuelle et collective.

Bien sûr, la définition et la mesure de chacune de ces ressources, de même que la détermination du minimum dont chacun doit disposer, sont des questions politiques et scientifiques complexes. En revanche, les débats sur la santé, la sécurité économique et la littéracie (c'est-à-dire l'accès aux savoirs) seront d'autant plus éclairés qu'on connaîtra les tenants et aboutissants de la distribution sociale de chacune de ces ressources. C'est l'objet même de l'enquête que nous proposons. L'ESSIL s'attachera au suivi longitudinal de ces trois ressources fondamentales dans les trajectoires des individus, en les campant successivement comme *causes* et comme *conséquences* les unes des autres. Nous identifierons au fil du temps, par exemple, les déterminants de l'état de santé physique et mentale des individus; nous verrons comment cet état influence à

son tour l'ensemble de leurs caractéristiques et activités, y compris leur revenu et leurs possibilités d'accès aux connaissances.

## **Le développement social et le défi de la pauvreté et de l'exclusion**

Le projet de loi 112<sup>1</sup>, récemment adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale, de même que la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui l'accompagne, nous fournissent un excellent exemple de la richesse de la perspective longitudinale et intégrée dans l'analyse et le traitement d'une question de politiques publiques. La pauvreté y est vue comme résultant d'un processus qui se déroule au fil du temps et qui ne peut être enrayeré qu'en mettant en œuvre des solutions de moyen et de long termes. L'entrée dans la pauvreté aussi bien que la sortie dépendent de la dynamique entrecroisée de tous les aspects de la vie des individus et des familles : éducation, santé, emploi, situation conjugale et parentale, logement, vie de quartier et communautaire, etc.

Le Québec ne dispose pas actuellement d'un instrument de recherche qui permette de mesurer exactement les effets sur la pauvreté de nos politiques publiques passées ou à venir, de notre façon souvent distincte de faire les choses. Nous pouvons cependant quand même tirer des données canadiennes et étrangères certaines conclusions qui s'appliquent, en gros, à notre propre situation.

La plupart des gens qui sont pauvres à un moment donné de leur vie ne le sont plus à un autre moment. Il y a donc de l'espoir de sortir de la pauvreté pour la plupart des gens, surtout avec une aide appropriée à leur situation. Mais il reste une proportion assez forte de gens qui demeurent pauvres à long terme; une telle

exclusion exige une intervention différente et plus soutenue. Enfin, une proportion beaucoup plus grande d'individus qu'on ne pouvait le soupçonner (au moins le quart, plus probablement le tiers) sont affectés par la pauvreté à un moment donné de leur vie.

La pauvreté ne concerne donc pas seulement une petite minorité de gens très différents de la population en général, mais au contraire une minorité fort importante d'individus qui, à bien des égards, ressemblent aux autres. Les pauvres, ce ne sont pas « eux, ces gens-là »; les pauvres ce sont des membres de notre parenté, certains de nos voisins, de nos anciens camarades de classe ou de travail, etc.

Nous sommes d'ailleurs, pour la plupart, sujets aux aléas de la mobilité économique. Certes, nos chances de devenir de véritables exclus sont faibles dans la plupart des cas, mais notre probabilité d'avoir besoin d'une aide publique demeure significative si on prend en compte l'ensemble des événements qui peuvent provoquer de façon précipitée une chute importante du revenu : perte d'emploi (y compris une fermeture d'entreprise), accident ou maladie physique ou mentale (par exemple un burn-out), rupture d'une union conjugale ou même arrivée d'un enfant, etc. Signalons que le vieillissement entraînerait lui aussi un grand risque d'appauvrissement, jusqu'à ce que des programmes publics de sécurité de la vieillesse viennent redresser la situation de façon importante. Cela vaut aussi pour les accidents de travail, où interviennent les politiques de santé et de sécurité du travail.

Ces aléas confèrent un sens nouveau, et puissant, aux notions d'assurance sociale et de solidarité : vue à moyen et à long termes, la « malchance » est répartie plus uniformément qu'on ne pourrait le penser, même si elle frappe davantage les gens qui ne disposent que d'un faible capital humain, ceux qui viennent d'immigrer et ceux qui appartiennent à des minorités visibles.

---

1. Projet de loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Nous avons fait le pari, au Canada et plus encore au Québec, de l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, en excluant largement l'option du financement de ces services essentiels sur une base individuelle ou sur la base de la richesse différentielle des collectivités locales et des groupements de travail. Le projet de loi 112 vise à poursuivre et élargir cette démarche, en prenant en compte plus systématiquement la trajectoire des individus et des familles et ses multiples facettes : éducation et santé, certes, mais aussi emploi, logement, engagement civique et communautaire, etc.

La perspective longitudinale permet de mettre en lumière un autre aspect de l'interdépendance entre les citoyens. Il est déjà bien établi que les sociétés plus égalitaires jouissent d'un meilleur état de santé (si on examine, par exemple, l'espérance de vie ou l'espérance de vie en santé). Et on connaît certains des processus les plus importants qui sont à l'œuvre. Le Conseil canadien de développement social a bien montré l'effet du gradient socioéconomique sur le développement des enfants : les revenus faibles et précaires empêchent les enfants de devenir les adultes dont notre société a besoin, c'est-à-dire des adultes dotés d'une bonne santé, de la capacité d'apprendre, de gagner leur vie et d'établir de bonnes relations avec les autres<sup>2</sup>.

---

2. Le CCDS résume ainsi les résultats de ses travaux : « Les auteurs examinent 27 facteurs du développement de l'enfant, y compris le fonctionnement familial, la sécurité du quartier, l'agressivité, l'état de santé, les résultats en mathématiques et dans le développement du vocabulaire, et la participation à des sports ou clubs communautaires. Ils ont trouvé que le revenu familial joue un rôle crucial dans le processus du développement de l'enfant : dans 80 % des variables observées, les risques de résultats négatifs et la probabilité de piètres conditions de vie étaient notablement plus élevés pour les enfants vivant dans des familles avec un revenu annuel inférieur à 30 000 \$. C'était également le cas dans 50 % des variables observées pour les enfants dans des familles avec un revenu annuel inférieur à 40 000 \$ ». Sommaire exécutif de David P. Ross et Paul Roberts, « Le bien-être de l'enfant et le revenu familial : un nouveau regard au débat sur la pauvreté » [www.ccsd.ca/francais/pubs/complet/cpauv/toc.htm](http://www.ccsd.ca/francais/pubs/complet/cpauv/toc.htm)

Willms, quant à lui, a montré que le niveau de littéracie chez les 16-25 ans au Canada dépasse celui des États-Unis, mais ne rejoint pas celui de plusieurs pays européens, en particulier la Suède et les Pays-Bas. La différence provient essentiellement du niveau de littéracie que parviennent à obtenir les jeunes d'origine sociale modeste.

De toute évidence, des niveaux élevés de santé et de littéracie chez tous les membres des générations montantes, y compris ceux des familles à revenus modestes, auront des conséquences importantes pour eux, mais aussi pour l'ensemble d'une société vieillissante et qui fait déjà un effort fiscal important. Les retombées d'une stratégie de lutte contre la pauvreté rejoignent donc, à travers la santé et les compétences de ses jeunes générations, tous et chacun d'entre nous, y compris les individus et les familles qui ne font pas directement l'expérience de la pauvreté.

Les collectivités locales connaissent aussi des trajectoires au fil du temps. Certains quartiers urbains, en particulier, peuvent devenir des lieux de concentration de la pauvreté; les services privés et publics y sont de moins bonne qualité, les occasions de se trouver un emploi y sont plus rares, et une spirale de la pauvreté peut même s'y installer, dans laquelle la baisse de la qualité de vie entraîne une fuite des résidents aux revenus plus élevés, donnant lieu à une dégradation supplémentaire de la qualité de vie, et ainsi de suite. C'est une situation que connaissent plusieurs grandes villes américaines, mais à laquelle les villes canadiennes, et en particulier Montréal, ont jusqu'ici résisté.<sup>3</sup> Cela dit, des signes d'une certaine polarisation des niveaux de vie des quartiers se sont récemment manifestés (Myles et Picot, 2000) et la situation doit être suivie de près pour éviter que ne se créent de nouveaux obstacles, géographiques, à la sortie de la pauvreté.

---

3. Cette question a été amplement discutée au Colloque de juin 2002 de l'Observatoire montréalais sur les inégalités sociales et la santé sur "La spatialisation des inégalités".

## **Le développement social et les trajectoires des individus**

Qu'on se tourne vers les défis de la société du savoir ou vers la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, les trois ressources de base que sont la santé, la sécurité économique et la littéracie jouent un rôle fondamental : tout ce que nous vivons détermine notre accès à ces trois ressources, et cet accès détermine en retour la façon dont se poursuit notre trajectoire et celle de notre famille.

Soulignons d'ailleurs que santé, sécurité économique et littéracie sont au cœur de la mission (et du budget) de l'État québécois. Ces trois ressources, de même que les milieux d'appartenance où elles se développent – la famille, les réseaux sociaux et les communautés – correspondent à quatre pôles primordiaux de l'action de l'État sur le plan socioéconomique : santé et services sociaux, emploi et solidarité sociale, éducation, famille et action communautaire.

La figure 1, à la page suivante, illustre les interdépendances entre ces domaines de politiques publiques, interdépendances qui reflètent, tout simplement, l'imbrication de ces divers aspects de la vie des individus et des familles. Comment donc assurer à tous les individus les ressources requises pour développer pleinement leurs potentiels et participer entièrement à la vie de leurs collectivités d'appartenance et de leur société? Les politiques publiques qui peuvent faciliter l'accès à ces ressources concernent principalement quatre domaines de la vie de ces individus qui sont mis en relief dans la figure : la santé, y compris la santé mentale, le travail et le revenu, l'éducation et l'accès à la culture, et enfin la famille et les réseaux sociaux.

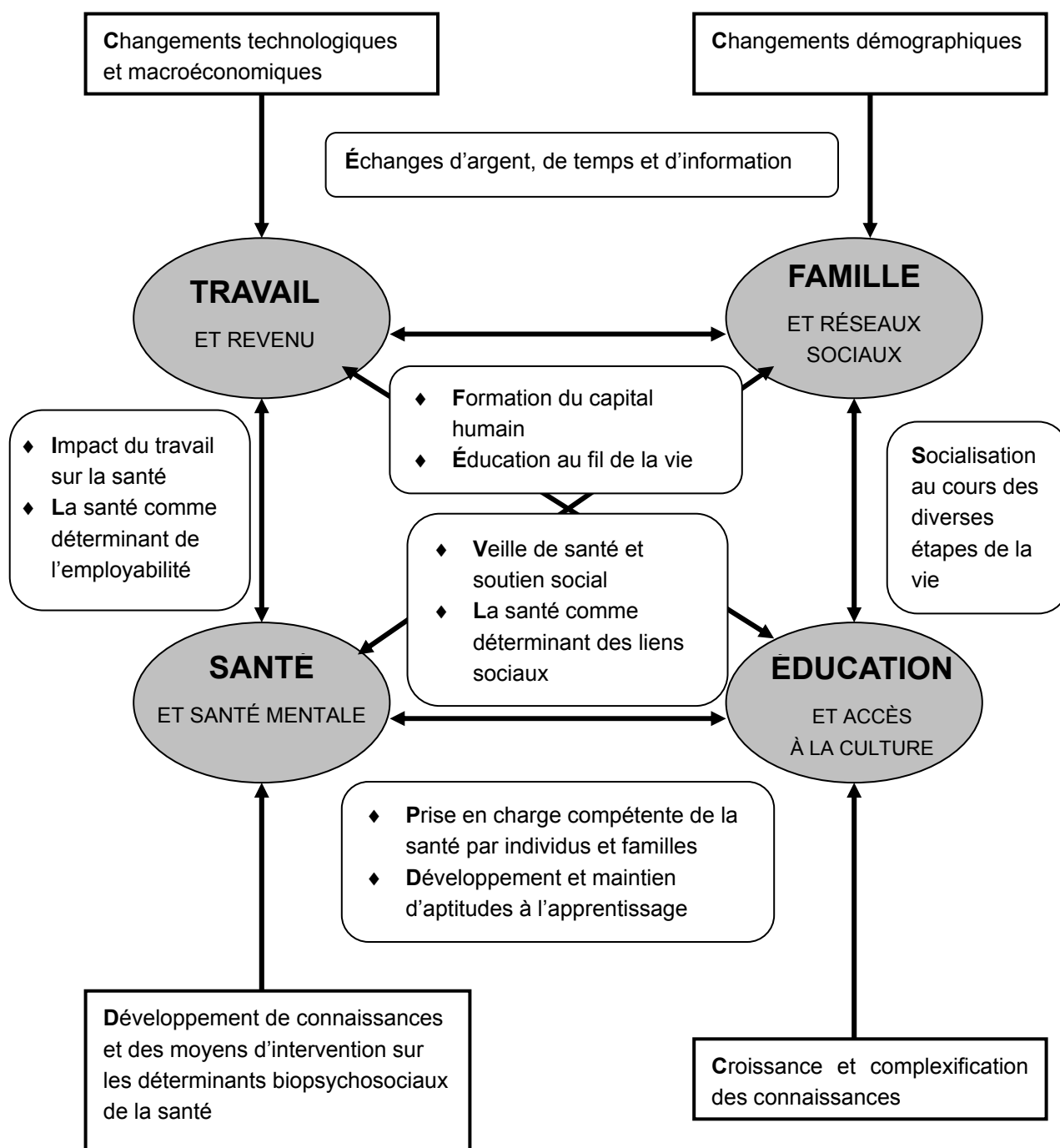
Comme on le voit à la périphérie du graphique, chacune de ces composantes est soumise à des chocs et des changements très importants en ce début de 21<sup>e</sup> siècle, ce qui impose des adaptations mais offre

aussi des occasions d'améliorer la situation. Au premier chef, bien sûr, les *changements démographiques* que connaissent à peu près toutes les sociétés avancées, mais qui se manifestent au Québec de manière très marquée : baisse de la fécondité, vieillissement de la population (d'ailleurs plus marqué que chez nos voisins), nuptialité en baisse et divortialité élevée, immigration et émigration importantes. Nos politiques publiques nous permettent peut-être d'en atténuer l'ampleur, et certainement de réduire la portée de leurs répercussions ou de les canaliser.

Il en va également de même des *changements technologiques et macroéconomiques*, qui se produisent de plus en plus à l'échelle mondiale. Nous avons à cet égard une certaine marge de manœuvre, particulièrement dans la façon dont nous mobilisons et formons notre main-d'œuvre et dans notre manière d'encadrer l'emploi par les lois du travail; nous devons néanmoins tirer notre épingle du jeu dans des conditions de concurrence d'une économie ouverte, surtout en raison de l'importance de nos exportations.

*La croissance et la complexification des connaissances* posent de nouveaux défis non seulement aux experts et intervenants dans les divers domaines, qui doivent se tenir à jour, mais aussi aux simples citoyens, travailleurs et parents, qui doivent prendre des décisions de plus en plus nombreuses à partir d'une information qui se multiplie, qui change constamment et dont la validité n'est pas toujours aisément vérifiable. Il en est ainsi dans la vie privée (décisions relatives au choix du lieu de résidence, au parcours scolaire, à la santé et aux traitements médicaux, à l'emploi, par exemple), mais aussi dans la vie de travail (où de nombreux emplois exigent une qualification, une attention et une implication accrues) et dans la vie publique (où nous devons nous faire une idée sur des enjeux de plus en plus complexes relatifs aux divers programmes gouvernementaux, à la fiscalité, aux questions éthiques).

Figure 1  
Les interdépendances entre les quatre principaux domaines de la vie des individus et les politiques publiques



Les connaissances se développent de façon particulièrement accélérée en ce qui concerne *les déterminants de la santé*, sur le plan biologique (par exemple la génétique), mais aussi sur les plans psychologiques (par exemple le développement neuronal de l'enfant) et sociaux (avec la corrélation, maintenant bien établie, entre inégalités sociales et santé). Et plusieurs de ces avancées au regard de la connaissance ont permis l'émergence de moyens d'intervention qui font appel à des politiques publiques fort contrastées : dans quelles proportions faut-il investir, par exemple, dans le système de soins, dans le développement des enfants ou dans l'atténuation de la pauvreté?

Ces changements représentent autant de défis pour le Québec du 21<sup>e</sup> siècle. Et comme l'illustre la figure, ils ne peuvent être abordés séparément : chacun d'entre eux a des répercussions dans tous les domaines de la vie des individus et des familles, et dans l'ensemble du système de politiques publiques. D'où la nécessité d'orienter les politiques publiques vers une plus étroite intégration, vers une action intersectorielle. Examinons brièvement les interactions entre les quatre composantes que nous avons identifiées, ce qui nous conduira à déterminer les questions pour lesquelles nous avons besoin d'une information nouvelle, intégrée et longitudinale, que l'ESSIL vise justement à fournir.

### **Travail et famille**

Le travail est à la fois le moyen que la plupart des adultes (et plusieurs jeunes) utilisent pour se procurer un revenu et ce à quoi ils passent une part très significative de leurs heures d'activité, en y engageant leur compétence. Même les gens qui ne travaillent pas dépendent néanmoins du travail, soit que, comme enfant ou conjoint inactif, ils en partagent les fruits (et les contraintes) avec la famille, soit qu'ils jouissent d'une rente de retraite, plus ou moins généreuse selon leur parcours de travail antérieur. Et les chômeurs

ressentent sur le plan économique, et aussi dans de nombreux cas sur le plan psychologique, l'absence du travail.

Cependant, il n'y a pas que l'argent qui compte : le temps aussi, comme le savent bien ceux qui tentent de concilier travail, famille et temps à soi, dans le contexte, maintenant courant, de double carrière et d'emplois non standards. Dépendance économique, faible revenu, retraite, chômage, conciliation travail/famille et normes du travail, voilà autant de questions qui sont au cœur des politiques publiques actuelles et des débats qui les entourent : perception automatique des pensions alimentaires, lutte contre la pauvreté, rentes de retraite, employabilité et création d'emplois, services de garde et politique de la petite enfance et ainsi de suite.

### **Travail et santé**

Le travail a également un impact profond sur la santé, à la fois indirectement à travers le niveau de revenu – déterminant majeur de la santé – et plus directement, par les efforts qu'il requiert. La reconnaissance de cet impact va croissant depuis deux décennies. On ne considère plus seulement les conséquences des grands efforts physiques et des accidents du travail, mais également l'effet de sollicitations musculo-squelettiques répétées, qui détériorent la santé de façon moins spectaculaire, mais tout aussi sûrement. Et on se penche de plus en plus sérieusement sur la multiplication des épisodes de maladie mentale chronique (par exemple les dépressions), liés aussi bien aux exigences psychologiques croissantes et contraignantes du travail qu'à l'anxiété née des incertitudes entourant le statut de l'emploi et sa régularité.

En sens inverse, les problèmes de santé peuvent évidemment avoir un impact profond sur la capacité des gens de continuer à occuper leur emploi et, plus généralement, sur leur employabilité. La famille joue à cet égard un rôle important pour la plupart des individus

car elle peut contribuer à atténuer ces effets réciproques de détérioration de la santé et de l'employabilité; elle peut aussi toutefois les renforcer, surtout si elle subit déjà elle-même les répercussions de la situation de travail (ou de chômage) de ses membres. Diverses politiques publiques jouent ici un rôle fondamental : les politiques de santé, les normes du travail, les normes de santé et sécurité du travail, et même les politiques concernant la famille, l'enfance et l'équité en emploi.

### **Travail et éducation**

Le travail est étroitement relié à l'éducation, qui lui fournit le capital humain dont il a de plus en plus besoin. Il faut voir cependant cette relation dans un contexte nouveau, beaucoup plus dynamique qu'auparavant. D'une part, les connaissances acquises ne le sont plus de façon définitive : elles doivent être constamment renouvelées au fur et à mesure qu'elles se développent et qu'elles sont appliquées à un processus de production de plus en plus complexe. Il est vrai néanmoins qu'un travail simple et simplifié est toujours présent. Dans le secteur manufacturier, le travail est de plus en plus remplacé par des machines ou déplacé vers des pays à bas salaires; mais on constate aussi une importante croissance des services peu qualifiés. Il en résulte une polarisation des qualifications et des revenus, qui rend crucial l'enjeu de la formation continue aussi bien pour l'économie dans son ensemble que pour la trajectoire professionnelle des individus. On doit de plus en plus avoir à l'esprit l'éducation, et ce, tout le long de sa vie (*lifelong learning*).

D'autant plus d'ailleurs que, d'autre part, le travail lui-même, et non plus seulement l'école, devient la source de nombreux apprentissages, formels ou informels, spécifiques ou transportables par les travailleurs, sociaux aussi bien que techniques. Le Québec a pris à cet égard des décisions importantes, et assez différentes de celles du reste de l'Amérique du Nord : 1 % de la masse salariale consacré à la formation

professionnelle, politiques d'atténuation des effets de la pauvreté sur le parcours scolaire, formation collégiale qui rassemble les voies générales et professionnelles, politiques d'accessibilité aux études postsecondaires, par exemple. L'enquête que nous proposons permettrait de mieux comprendre l'impact de ces décisions.

### **Éducation et famille**

L'école joue certes un rôle fondamental dans l'acquisition des connaissances et dans l'accès à la culture, mais la famille et les réseaux sociaux demeurent le lieu de très nombreux apprentissages, surtout durant l'enfance, l'adolescence et la jeunesse. C'est là, en particulier, que se forment la curiosité et les aspirations au savoir, que se développent les habitudes de lecture et d'usage des médias, et que s'acquièrent les codes culturels, si déterminants du succès ou de l'échec de l'expérience scolaire. C'est là que peut s'établir (ou non) une collaboration fructueuse entre les parents, les professeurs et le réseau communautaire local souvent présent autour de l'école. Toutes les politiques québécoises d'éducation sont ici interpellées, et en particulier celles qui concernent le soutien aux écoles de milieux défavorisés, l'implication des parents dans la gestion scolaire et la petite enfance. Il faut également souligner la nouvelle politique relative aux groupes communautaires et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

### **Famille et santé**

Même si les projecteurs sont souvent tournés vers les établissements de soins de santé et leurs difficultés, la famille et les réseaux sociaux demeurent des acteurs de premier plan en matière de santé. Tout d'abord parce que la famille est le lieu où les individus apportent, trouvent et partagent les ressources matérielles nécessaires à leur vie quotidienne; c'est là que plusieurs font l'expérience de l'insuffisance et de l'insécurité du revenu, si néfastes pour la santé.

Ensuite, parce que la famille et les réseaux subissent les répercussions des événements de la vie de leurs membres (chômage, maladie, échec scolaire, etc.) et parce qu'ils peuvent les aider à y faire face. D'ailleurs si la famille ne peut pas apporter une telle aide, elle contribuera souvent, au contraire, à amplifier les problèmes et cela pourrait même mener à des crises et à son éclatement.

Cela dit, la famille joue le plus souvent un rôle clé dans la veille de santé en aidant à détecter et à résoudre les problèmes qui surviennent et en nous fournissant le soutien requis. Les réseaux sociaux (famille élargie, amis, milieu communautaire) sont ainsi mis à contribution, avant qu'on ait recours aux services institutionnels ou par le biais d'une collaboration avec ces derniers une fois qu'ils sont entrés en jeu. C'est d'ailleurs le sens du Rapport Clair, qui met au centre de la réforme qu'il propose des Groupes de médecine *familiale* : l'action de ceux-ci vise non seulement la prise en charge de la maladie, mais aussi et surtout la promotion de la santé, en impliquant les médecins, une variété d'autres professionnels de la santé et des services sociaux, de même que la famille et les réseaux qui entourent les malades, dans la mesure où ils sont disponibles et peuvent fournir un appui adéquat.

### **Éducation et santé**

Les rapports entre la santé et le savoir sont également au cœur de cette proposition du Rapport Clair : il s'agit pour les professionnels de la santé d'en venir à connaître, au fil d'une relation continue, tous les aspects pertinents de la situation des malades; mais il s'agit aussi pour les malades, avec leur famille et leur réseau social, de prendre en charge de façon compétente le recouvrement et le maintien de leur santé. La succession d'épisodes thérapeutiques dans des cliniques sans rendez-vous devrait être remplacée par un processus soutenu d'échanges d'information entre toutes les parties prenantes du processus de rétablissement. Cela ne peut évidemment se faire que

si la plupart des individus, soutenus par leur famille et leur réseau social, disposent des connaissances indispensables pour agir avec autonomie, plutôt que dans un état de dépendance exagéré par rapport aux services institutionnels.

La relation entre santé et savoir joue également en sens inverse : de nombreuses recherches récentes montrent bien que les problèmes de santé et de santé mentale peuvent faire obstacle aux apprentissages, particulièrement durant l'enfance et l'adolescence. Sont ici en jeu les politiques de santé, bien sûr, mais aussi celles qui concernent les handicapés, l'éducation, la famille, la petite enfance et la lutte contre la pauvreté.

### **Les interactions entre l'ensemble des quatre composantes**

Nous avons présenté brièvement les six interactions qui lient les unes aux autres les quatre composantes que nous avons identifiées dans la figure précédente. Ces composantes interagissent évidemment toutes à la fois tout le long du parcours des individus; elles définissent les contraintes, les risques et les occasions qui donnent forme à la trajectoire de ceux-ci. Tour à tour, à partir des choix et des stratégies des individus et dans le contexte des politiques publiques, elles déterminent la vie de travail, la santé, l'accès aux connaissances et à la culture, et enfin la vie familiale et sociale.

Cette dernière joue un rôle capital dans ces processus, et il faut donc attacher la plus grande importance aux transformations profondes des rapports entre hommes et femmes, et entre générations, qui redéfinissent la famille aussi bien que ses rapports avec le travail, l'éducation et la prise en charge de la santé. L'ESSIL devra porter également attention aux réseaux des individus et des familles, qui jouent un double rôle fondamental dans le déroulement de leur trajectoire de vie. D'un côté, les réseaux fournissent un soutien social qui aide à supporter les difficultés et le stress de la vie (*bonding*); leurs effets sur la santé, par exemple, sont bien connus. D'un autre côté, les réseaux permettent

aux individus de dépasser les limites de leur milieu immédiat (*bridging*) et d'établir un contact avec des informations et des ressources qui peuvent être utiles à la réalisation de leurs projets; on connaît, par exemple, le rôle des liens « faibles » et indirects dans l'obtention d'un emploi, surtout d'un bon emploi.

Une enquête longitudinale offre une occasion exceptionnelle d'examiner à la fois les effets à terme des réseaux sociaux, de même que d'étudier leur évolution au cours de la vie des individus. Nombre d'événements qui affectent les individus, mais pas tant leur famille (perte d'emploi, obligation professionnelle de déménager, problème de santé, succès ou échec scolaire, grossesse, etc.), auront des répercussions fort différentes sur leur santé, leur niveau de vie, leurs perspectives d'apprentissage selon qu'ils connaissent des personnes qui peuvent mettre à leur disposition des ressources (matérielles, affectives, informationnelles, etc.) ou selon qu'ils sont isolés, voire en butte à l'animosité de leur milieu. En retour, ces événements et la sollicitation des réseaux à ces occasions transformeront ces derniers; ils en consolideront certains segments, en casseront d'autres et révéleront dans la pratique la faiblesse de certains autres.

Nous pouvons illustrer d'une autre façon les interactions entre les quatre composantes que nous avons identifiées, afin de les relier plus étroitement encore à la question des potentiels et des ressources dont nous avons parlé auparavant. Nous pouvons considérer que les trajectoires des individus sont déterminées dans une large mesure par l'interaction et les influences mutuelles de *quatre types de capital* : capital biologique ou de santé, capital économique, capital culturel, et enfin capital social. Sans verser dans une perspective économique trop individualiste, nous pouvons retenir ici une connotation importante de la notion de capital : les individus peuvent l'accumuler, sous toutes ses formes, au cours de leur vie, et l'utiliser pour améliorer leur sort et rendre leur vie et celle des autres plus intéressante, plus engageante. C'est une

telle dynamique que permettrait de représenter une enquête longitudinale et intégrée comme celle que nous proposons ici.

### **Créer un système de production de connaissances innovateur**

La saisie des interactions dont nous venons de parler exige la création d'un instrument innovateur, pouvant nous révéler la réalité du déroulement de la vie des individus et des familles. En effet, c'est seulement au moyen d'une enquête intégrée et longitudinale comme l'ESSIL que nous pourrions répondre à des questions de politiques publiques comme les suivantes.

Quelles sont les caractéristiques (on pourrait dire les capitaux) des personnes et des familles qui vivent des épisodes répétés de chômage et de pauvreté? Est-ce que le fait, pour des enfants, de vivre avec un ou des parents qui connaissent une longue période d'inactivité économique et dont le principal soutien financier provient de l'assistance sociale a des effets sur les différentes dimensions de leur réussite comme jeunes adultes? Est-ce que l'âge des enfants lorsque leurs parents vivent un épisode de pauvreté, ainsi que l'ampleur et la durée de cet épisode, ont une influence sur leur réussite à l'école et comme jeunes adultes? Est-ce que les enfants d'âge préscolaire qui fréquentent des services de garde (à but lucratif ou non, régis ou non) arrivent mieux préparés que les autres à l'école et poursuivent plus longtemps leurs études?

Est-ce que l'emploi précaire est un tremplin vers l'emploi stable ou au contraire un cul-de-sac? Est-ce que la participation de jeunes adultes, peu scolarisés et avec peu d'expériences valorisantes du marché du travail, à des programmes publics de formation ou d'encadrement a des effets sur leur participation subséquente au marché du travail, sur leurs gains de travail, sur leur progression subséquente à cet égard, sur leurs comportements concernant la conjugalité ou la fécondité?

Quels sont les effets différentiels sur les états de santé physique et mentale (degré, incidence et prévalence des maladies et des morbidités) de l'accès aux services de santé, des comportements à risque pour la santé, des caractéristiques de l'emploi, des conditions de travail et du secteur d'activité, des facteurs psychosociaux comme le stress au travail et les réseaux de soutien social? Les travailleurs plus âgés qui deviennent chômeurs de longue durée ou réitérants de l'assurance-emploi en subissent-ils des effets significatifs quant à l'évolution de leur niveau de vie, leur accumulation d'un patrimoine en vue de la retraite, leur état de santé ou leur vie familiale (par exemple, en ce qui concerne le taux de poursuite des études par les adolescents)?

Chacune de ces questions touche à plusieurs champs d'étude qu'une seule enquête longitudinale ne peut évidemment pas couvrir dans tous leurs détails. Le gouvernement fédéral et son agence de collecte des données, Statistique Canada, ont fait à cet égard le choix de procéder par de multiples enquêtes longitudinales distinctes, spécialisées et détaillées. Celles-ci portent sur les enfants, la transition des jeunes vers le marché du travail, la dynamique du travail et de l'emploi, les établissements de travail et leurs employés, la santé des populations et les immigrants.

Toutefois, d'autres pays ont mis au point un instrument de nature différente, soit un panel généraliste des ménages. Les États-Unis se sont les premiers dotés, en 1968, d'une enquête longitudinale générale le *Panel Study of Income Dynamics* (PSID) qui suit les mêmes personnes depuis 35 ans (incluant maintenant les descendants de la 3<sup>e</sup> génération). La Suède a fait de même à peu près au même moment. Plusieurs autres pays avancés ont, à partir des années 1980, comblé leurs lacunes sur le plan des enquêtes longitudinales. Ainsi, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse et l'Australie ont établi des enquêtes longitudinales généralistes et de long terme, où les répondants sont les adultes d'un échantillon de ménages représentatif de la population. Ces enquêtes

fournissent chaque année une information sommaire sur l'ensemble des thèmes évoqués ici, et elles explorent chacun d'entre eux plus à fond, en rotation, au fil des années. C'est la voie que nous proposons ici.

Pour répondre aux besoins que nous avons évoqués, l'ESSIL devra avoir deux ensembles de caractéristiques, que nous présentons maintenant brièvement : d'une part, il s'agira d'un panel de ménages longitudinal, intégré et multiniveaux; et d'autre part, l'enquête permettra des comparaisons entre sociétés en même temps qu'elle s'adaptera aux besoins du Québec.

### **Un panel de ménages longitudinal, intégré et multiniveaux**

Comme nous l'expliquerons plus en détails dans le chapitre sur la méthodologie, un panel des ménages représente un microcosme de la société, qui reproduit la dynamique des changements de la population des individus et des ménages, à court, moyen et long termes. Pour y parvenir, il faut considérer comme membres de l'échantillon longitudinal tous les membres des ménages initialement sélectionnés ainsi que leurs descendants, et il faut les suivre au fil du temps, en particulier quand ils quittent les ménages initiaux pour former de nouveaux ménages (par exemple au moment de la naissance des enfants, des ruptures d'unions et de la formation de nouvelles unions).

L'ESSIL nous fournira ainsi une image de la situation des individus plus réaliste que les enquêtes transversales traditionnelles, même répétées (c'est-à-dire un film plutôt qu'une série de photos).

- Une telle enquête permet tout d'abord de mesurer l'incidence des événements (comme une perte d'emploi) et des états (comme la pauvreté).

- Elle permet également d'estimer les taux de transition entre ces états (par exemple l'entrée dans un épisode de pauvreté et la sortie). Soulignons à cet égard que le suivi longitudinal permet de mettre l'accent sur les *épisodes* (événements et états) plutôt que sur les individus comme tels; de cette façon, les cas disponibles aux fins d'analyse sont beaucoup plus nombreux que ne le laisse supposer la simple taille de l'échantillon d'individus; cela contribue à la stabilité des estimations statistiques<sup>4</sup>.
- Elle permet surtout d'évaluer le poids des facteurs associés à ces événements et à ces transitions. On pourra ainsi saisir beaucoup plus efficacement les processus de causalité au fur et à mesure qu'ils se déploient dans le temps, au fur et à mesure que les causes engendrent leurs effets et que ces effets deviennent eux-mêmes des causes à la période suivante.
- Elle nous renseignera non seulement sur les dynamiques de court terme, comme celles qui caractérisent l'emploi et le revenu, mais aussi sur celles qui se déploient à plus long terme, comme la formation et la rupture d'unions conjugales, l'orientation et les réorientations professionnelles, l'éducation tout le long de la vie, l'accumulation d'avoirs ou de dettes, l'évolution de la santé et de la santé mentale, le processus social de vieillissement.
- Cette enquête permet même d'analyser les influences intergénérationnelles : la socialisation et l'éducation des enfants, puis leur insertion graduelle dans le monde des adultes jusqu'à ce qu'ils aient eux-mêmes des enfants.

---

4. Un exemple aidera à comprendre : tandis que seulement 10 % environ des membres de l'échantillon sont pauvres à un moment donné, un bon quart, voire près de 40 % des individus connaissent *au moins* un épisode de pauvreté sur une période plus longue (six ou même douze ans). Si la question de recherche devient, dans ce contexte longitudinal, « qu'est-ce qui permet aux individus de sortir de la pauvreté? », l'estimation repose sur une bien plus grande base de cas que le simple nombre « instantané » de pauvres; les erreurs-types en sont donc fortement réduites.

- Après un certain temps, l'enquête permettra également d'évaluer les changements dans les taux de transition entre différentes périodes (par exemple un possible raccourcissement des épisodes de pauvreté au fur et à mesure que la Stratégie de lutte contre la pauvreté portera ses fruits).

Comme l'ESSIL sera une enquête intégrée, elle permettra d'étudier les associations et les interactions entre les changements qui interviennent dans divers domaines de la vie : santé, travail, éducation, vie familiale et sociale. Rappelons en particulier que l'ESSIL mettra un fort accent sur les réseaux sociaux, qui permettent de mobiliser un capital social souvent indispensable pour que les individus et les familles puissent faire face aux aléas de la vie et réaliser leurs projets; nous utiliserons entre autres, pour ce faire, des modules événementiels, qui décriront le recours aux réseaux en cas de perte ou de recherche d'emploi, de naissance ou de décès, de maladie, de formation ou de rupture d'union, de déménagement et ainsi de suite.

Pour bénéficier d'une telle richesse de renseignements sans épuiser la patience des répondants, il faudra employer une méthode de collecte « versatile », obéissant aux rythmes de changement des divers phénomènes; l'enquête comprendra donc un tronc commun annuel, mais aussi une rotation de modules biennaux et quadriennaux qui recueilleront une information plus approfondie sur les diverses thématiques.

Enfin, l'ESSIL sera une enquête multiniveaux. Les spécialistes en sciences sociales désignent ainsi les instruments de collecte et les méthodes d'analyse qui permettent de tenir compte de l'imbrication des individus dans un ensemble de milieux d'appartenance qui orientent leurs comportements et leur trajectoire. Comme l'ESSIL est un panel des ménages, ce premier niveau d'appartenance jouera un rôle crucial dans toute la démarche de recherche; il permettra d'examiner les liens entre les trajectoires des individus qui appartiennent au même ménage, leur codépendance.

Toutefois, nous pourrions mobiliser aussi des renseignements sur d'autres milieux d'appartenance plus larges et susceptibles d'exercer une influence : le quartier de résidence (principalement au moyen des données détaillées des recensements quinquennaux), l'école des enfants (au moyen de données administratives), le lieu de travail (les Suédois, par exemple, ont obtenu de la plupart de leurs répondants la permission de recueillir de l'information auprès des employeurs). Le fait que l'ESSIL sera réalisée par l'Institut de la statistique du Québec ouvre à cet égard d'intéressantes possibilités, en même temps qu'il favorise un taux de réponse élevé et des garanties de respect de la confidentialité des données.

## Une enquête flexible et comparable

L'investissement majeur que requiert l'ESSIL se justifie par l'éclairage qu'elle pourra apporter aux enjeux des politiques publiques du Québec. L'instrument devra donc s'adapter à l'évolution de ceux-ci. En même temps, cependant, la valeur ajoutée des études longitudinales provient de la continuité de l'information qu'elles produisent sur la dynamique sociale, de sorte que leur contenu ne doit pas trop varier dans le temps.

De plus, l'inspiration de l'ESSIL provient des autres panels de ménages nationaux, eux-mêmes de plus en plus comparables (États-Unis, Suède, Grande-Bretagne, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Australie)<sup>5</sup>. Le maintien d'une comparabilité internationale dans l'enquête québécoise est important à double titre. D'une part, il nous permet d'examiner notre situation en regard de celle des autres, ce qui aide à comprendre notre genèse et à trouver les moyens de la transformer par des politiques publiques.

---

5. La comparabilité de l'ESSIL avec les enquêtes longitudinales et transversales québécoises et canadiennes est bien sûr un enjeu également important, car elle assure la mise en valeur des connaissances acquises jusqu'ici, de même que la possibilité de comparaison avec les autres régions du Canada, à la fois si distinctes et si semblables.

Et, d'autre part, la comparabilité fera du Québec un point de référence dans le domaine, attirant ainsi l'attention de chercheurs étrangers qui voudront utiliser les données de l'ESSIL dans leurs projets comparatifs. Une telle collaboration scientifique est précieuse pour une petite société comme la nôtre, où les chercheurs demeurent malgré tout peu nombreux par rapport au travail à accomplir. C'est d'ailleurs pourquoi la recherche scientifique se fait très souvent, au Québec, dans des réseaux de collaboration internationale; nous avons, avec le projet de l'ESSIL, l'occasion de donner une poussée supplémentaire dans cette direction.

Pour arbitrer cette tension entre la flexibilité de l'enquête et son adaptation au contexte québécois d'une part, et, d'autre part, la continuité et la comparabilité indispensables pour un panel des ménages généraliste, nous avons voulu définir clairement les objectifs, les thèmes et la stratégie méthodologique de l'ESSIL, mais laisser des options ouvertes quant à la sélection détaillée du contenu.

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) devrait en conséquence encourager le dialogue avec les chercheurs universitaires et ceux du secteur public, de même qu'avec les décideurs, comme il le fait déjà dans les enquêtes existantes. Ce dialogue devra se situer dans un cadre précis, celui de la construction d'un panel de ménages intégré visant le moyen et le long termes. L'ouverture à la flexibilité ne fera donc pas de l'ESSIL un sondage omnibus; ne prendront place que les questions qui bénéficieront de l'éclairage que seulement une telle enquête peut apporter. Cela dit, il ne saurait toutefois être question de construire un instrument de recherche orienté vers les questions centrales de la gouverne de la société québécoise sans que les personnes concernées par les débats sur les politiques publiques n'y soient fortement impliquées dès le départ.

Cela pourra aussi se traduire, à plus long terme, de deux façons complémentaires : d'une part, par l'ajout de nouveaux modules de questions au fil du temps, en tenant compte, bien sûr, de la continuité requise dans la perspective longitudinale. Et, d'autre part, par l'ajout d'échantillons spéciaux pour compléter l'information disponible : nous avons déjà mentionné l'échantillon d'employeurs suédois, et les Britanniques interviewent avec grand succès les adolescents dans les ménages de leur échantillon. Le panel des ménages devient dans de telles circonstances le pilier central d'une opération de collecte et d'analyse des données d'autant plus riche que tant d'éléments d'information sont déjà disponibles à propos des membres de l'échantillon.

## Plan du rapport

Ce rapport présentera donc le contenu et les méthodes proposés d'un projet québécois d'*Enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale* qui soit comparable aux panels de ménages existants, tout en laissant place à des innovations. Nous examinerons successivement, dans les divers chapitres de la première section, les sept thèmes de recherche liés aux politiques publiques :

- santé physique;
- santé mentale;
- vie familiale;
- réseaux sociaux;
- éducation et savoirs;
- emploi, revenu et patrimoine économique;
- emploi du temps.

Ces chapitres respectent un plan-type tout en l'adaptant aux besoins particuliers de chaque domaine. Nous retrouvons généralement dans l'ordre trois grandes sections :

- la présentation d'un bilan des connaissances et des principaux concepts qui peuvent éclairer chaque thématique;
- une proposition de mesures comportant des questions ayant déjà été utilisées dans d'autres enquêtes;
- un exposé des contributions éventuelles à l'élaboration des politiques publiques.

Il est important de souligner que le thème de l'emploi, du revenu et du patrimoine économique fait exception à ce schème de présentation. Étant donné l'abondance des recherches dans le domaine et la disponibilité de très bonnes synthèses<sup>6</sup> présentant des bilans à jour des connaissances, nous n'avons pas jugé utile d'intégrer un tel bilan dans le présent rapport. Cette abondance de recherches s'explique sans doute par la présence dans certaines disciplines, comme les sciences économiques, de nombreux chercheurs déjà convaincus du potentiel des données longitudinales et qui sont d'ailleurs de grands utilisateurs de ce type de données.

Il n'y avait donc pas lieu de faire une présentation poussée de ces informations, que nous avons d'ailleurs présentées à grands traits dans cette introduction. D'autres thématiques de l'enquête sont moins bien connues et c'est pourquoi une plus grande proportion du rapport leur est consacrée. Soulignons d'ailleurs que l'interface entre ce thème et la dimension économique est bien couverte dans les autres chapitres du rapport.

---

6. On notera par exemple le *Handbook of Labor Economics*, sous la responsabilité de Orley C. Ashenfelter et Richard Layard ainsi que le *Handbook of Income Distribution*, sous la responsabilité de A. B. Atkinson et F. Bourguignon, tous deux disponibles chez Elsevier.

Pour illustrer la dimension économique de l'enquête, nous avons choisi de faire la présentation de deux thèmes particulièrement intéressants et pertinents pour l'étude des politiques publiques et qui pourraient être abordés de façon novatrice grâce aux données de l'ESSIL : la précarité du travail et la retraite. Les deux thèmes suscitent un intérêt particulier à une époque où l'emploi standard se raréfie et où le vieillissement constant de la population remet en cause le principe de la retraite obligatoire à 65 ans.

À la suite de ces chapitres thématiques, nous retrouvons une section méthodologique comprenant successivement :

- un plan d'échantillonnage adapté à un panel des ménages;
- la présentation d'un modèle de rotation des thèmes de recherche à propos desquels des données seront recueillies selon des cycles annuels, un cycle biennal et un cycle quadriennal. Ce chapitre présente également un projet de questionnaire pour le tronc commun annuel; c'est par ce moyen qu'on enregistrera, pour tous les membres du ménage, les situations de base et les principaux événements démographiques et familiaux, ceux sur les plans professionnel, économique et scolaire et enfin ceux touchant la santé.

## Conclusion

Le défi sur le plan des connaissances que nous venons d'exposer est vaste, mais il se présente sous de bons auspices. Il fait clairement appel à la collaboration interdisciplinaire, qui s'impose de plus en plus comme étant la clé d'une compréhension plus précise des phénomènes humains. Économistes, sociologues, démographes, psychologues, spécialistes de l'urbain, des régions, de l'éducation, des politiques publiques, de la santé, de la sécurité sociale trouveront tous dans l'ESSIL un laboratoire offrant des défis et des moyens de qualité exceptionnelle. Ce défi représente de plus

une occasion unique de lier enjeux politiques et scientifiques et de consolider les liens entre les chercheurs des universités, d'une part, et ceux du secteur public et des organismes impliqués dans les débats sur les politiques publiques, d'autre part<sup>7</sup>.

Le Québec a fait des investissements importants dans ce domaine, avec sa politique de la recherche, ses organismes subventionnaires et la création de l'ISQ. L'ESSIL et les activités qui l'entourent permettront de mobiliser non seulement les ministères responsables des principales fonctions de l'État, mais aussi divers types d'organismes publics semi-autonomes que l'État québécois a justement structurés pour s'assurer que le savoir se développe de manière à la fois indépendante et utile au développement social et économique du Québec : les universités, les conseils subventionnaires et l'ISQ, déjà mentionnés, et les conseils aviseurs, comme le Conseil de la santé et du bien-être, le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil de la famille et de l'enfance, etc. Cela suppose bien sûr que l'enquête soit construite dans une perspective de long terme, et que l'engagement des partenaires vise les questions politiques et scientifiques de fond liées à la gouverne.

---

7. Cette collaboration suppose d'ailleurs un dialogue continu au fil de la construction de l'instrument d'enquête et de l'exploitation des données. Cette dernière ne sera d'ailleurs possible que si ces données sont rendues disponibles dans des conditions qui favorisent leur libre utilisation en même temps qu'elles garantissent rigoureusement le respect de la confidentialité, fonction que l'ISQ est tout à fait en mesure de remplir.

## Bibliographie

---

BROWN, Philip, et Hugh LAUDER (2001). *Capitalism and Social Progress: The Future of Society in a Global Economy*, New York, Palgrave, 338 p.

ESPING-ANDERSEN, Gøsta (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 248 p.

ESPING-ANDERSEN, Gøsta (1999). *Social Foundations of Postindustrial Economies*, New York, Oxford University Press, 224 p.

ESPING-ANDERSEN, Gøsta (2000). *Social Indicators and Welfare Monitoring*, Geneva, United Nations Research Institute for Social Development, 19 p. (coll. Social Policy and Development – Program paper Number 2).

MYLES, John et Garnett PICOT (2000). *Accounting for Neighborhood Inequality: Economic Segregation, Income Inequality and the Neighborhood Distribution of Income*, Ottawa, Statistique Canada, août,.

WILLMS, J. Douglas (1997). Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. Les capacités de lecture des jeunes Canadiens, Ottawa, Statistique Canada, 39 p. (89-552, n° 1).

